

Pour vos Rhumes vous servez de café caliné par l'emploi de SIROP BERTON réservé aux grandes personnes. La Boisson : 9 fr. 00 (impôt compris). Pharm. du Progrès 163, GRANDE-RUE, 163 ROUBAIX

Journal du Peuple

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX. ANNONCES : ROUBAIX 65 à 71, Grande-Rue, Tél. 94, 9.99, 19.00 et 45.65. LILLE 26, rue Carnot, Tél. 37. PARIS 8, rue Faubourg, Tél. 57.07. MOUSSES 15, boulevard de l'Alsace, Tél. Louvre 09.49. REDACTION : ROUBAIX 105, rue de la Station, Tél. 5.44. POSTAUX 87 LILLE

TOUTES LES SPÉCIALITÉS COLOMBOPHILES sont en vente à la Pharm. du Progrès 163, GRANDE-RUE, 163 ROUBAIX

BILLET PARISIEN Les conditions des socialistes

Paris, 31 mai (Minute). Les socialistes ont défini les conditions de leur participation au pouvoir. Ces conditions sont telles qu'on pouvait les prévoir; elles excluent nettement le parti socialiste des partis de gouvernement. Sans doute, bon nombre de congressistes ont soulevé de ne pas être oubliés au moment de la distribution des portefeuilles, mais la section française de l'Internationale ouvrière ne vit que par illusion ou elle entretient des électeurs crédules. Démagogues, nos socialistes ne se soucient pas d'imiter leurs amis britanniques qui, eux, avaient eu le courage d'affronter les périls du pouvoir, quitte à laisser dans leurs bagages la majeure partie de leur programme. Un délégué a traduit les préoccupations des militants français lorsqu'il s'est écrié devant le Congrès : « Il est bien plus facile d'être dans l'opposition qu'au Gouvernement. »

On ne peut avoir avec plus d'ingénuité que l'essentiel, aux yeux de nos socialistes, est de profiter des difficultés du temps présent pour capter les suffrages des électeurs en quête de nouveautés. Mais ces électeurs, par trop dénués d'élégance, ne s'évoquent pas. Le Congrès s'est donc prononcé pour la participation, en y mettant simplement des conditions draconiennes dont l'exécution ne signifierait ni plus ni moins que l'avènement de l'étatisme sous toutes ses formes les plus nocives, les plus incompatibles avec l'intérêt général et les plus contraires à l'intérêt de la Patrie.

Les représentants de la pensée du Congrès auront le droit d'entrer en conversations avec les radicaux; ce droit ne leur est d'ailleurs accordé que verbalement; par application du vœu adage selon lequel les paroles s'évoquent et les écrits restent. Mais ils n'auront pas celui de remettre en question les conditions posées par le Congrès.

LE NOUVEAU CABINET DU REICH EST FORMÉ

Berlin, 31 mai. — Le président du Reich a chargé M. von Papsen de constituer un Cabinet d'union nationale orienté à droite.

M. von Papsen qui a accepté d'appartenir à l'axe la plus conservatrice du parti du centre. Il est propriétaire du journal conservateur « La Germania ». Il a été attaché militaire allemand, à Washington, avant l'entrée en guerre des Etats-Unis et a commandé ensuite l'état-major de la IV^e armée turque.

Le nouveau Cabinet du Reich constitué par M. von Papsen aura sans doute la composition suivante: Chancellerie: M. von Papsen; Affaires étrangères: M. von Neurath, ambassadeur d'Allemagne à Londres; Intérieur: baron von Geyl ou M. von der Osten; Economie: M. Warmbold, qui détenait ce portefeuille dans le Cabinet Brüning et avait démissionné, il y a quelques semaines; Travail: M. Cordelen; Bourgeoisie de Leipzig; Agriculture: M. von Luning; Reichswehr: général von Schleicher; Justice: M. Joel qui détenait ce portefeuille dans le Cabinet Brüning.

La visite du général Pershing à l'Élysée



Le général Pershing, qui séjourne actuellement à Paris, a été reçu au palais de l'Élysée par le Président Albert Lohrburn. Voici, de gauche à droite: le général PERSHING, M. NORMAN ARMOUR, chargé d'affaires et l'ambassadeur EGOR, photographés à leur sortie de l'Élysée.

Le Roi des Belges visite le port d'Anvers



Le Roi Albert s'est rendu à Anvers où, sous la conduite du bourgmestre, M. Van Cauwelaert, il a visité le port et particulièrement le gigantesque travail de percement du tunnel sous l'Escaut. VOICI LE ROI DES BELGES, CONDUIT PAR M. VAN CAUWELAERT, PHOTOGRAPHIÉ AU COURS DE SA VISITE. (Photo Keystone.)

La Chambre se réunit aujourd'hui sous la présidence de M. Groussau

C'est aujourd'hui, mercredi 1er juin, que se réunit la nouvelle Chambre. Comme nous l'avons déjà indiqué, la séance sera de pure forme et presque entièrement occupée par les discours successifs du doyen d'âge, M. Groussau, qui sera assisté, comme secrétaire, des six plus jeunes membres de la Chambre.

Les communistes Monjaudin et Dewez ont fait savoir qu'ils ne feraient pas partie du bureau d'âge, ainsi qu'il était prévu. En conséquence, un député républicain, M. Raavy, qui est le septième par rang d'âge, siègera cette année encore, de même qu'il y a quatre ans, comme secrétaire, avec cinq autres de ses collègues qui, eux, sont de nouveaux élus : MM. Mendès-France (Eure) Jean Deschanel (Eure-et-Loire), Jean Zay (Loire), Alexandre Warnier (Moselle), François Chassagnon (Indre).

En particulier, l'attribution éventuelle du portefeuille de la Guerre au général von Scheicher donne la note de ce Cabinet qui sera soumis aux puissances militaires du Reich qui, depuis quelque temps, ont repris l'influence qu'elles avaient avant 1914.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 31 mai. — Ce matin, à 10 h., un Conseil des ministres s'est tenu à l'Élysée sous la présidence de M. Lohrburn.

Le Conseil a expédié les affaires courantes. En particulier, l'attribution éventuelle du portefeuille de la Guerre au général von Scheicher donne la note de ce Cabinet qui sera soumis aux puissances militaires du Reich qui, depuis quelque temps, ont repris l'influence qu'elles avaient avant 1914.

A l'Union républicaine démocratique

Par ailleurs les conversations engagées par un certain nombre de membres d'indépendants et d'anciens membres de l'Union républicaine démocratique, se sont poursuivies, au cours d'une réunion à laquelle avaient été convoqués notamment MM. Pernot, de Novetier, Detigny du Pouët, Sérôt, Wolf, Nomblé, Engerand, Cantour, député du Pas-de-Calais; Aubert, député de la Vendée, qui viennent, pour la plupart, de la Gauche sociale et radicale.

LETTRE DE BRUXELLES. Le mot d'ordre catholique sur la question scolaire

BRUXELLES, 31 mai 1932. La résistance catholique aux menaces de guerre scolaire, lancées par le parti de gauche, s'est déjà manifestée par de nombreuses réunions de protestations, de ordres du jour, des pétitions et une campagne de presse sérieuse. Elle vient de s'affirmer à Liège, d'une façon plus officielle, peut-on dire, par la participation à une manifestation des notabilités ecclésiastiques et politiques, sous la conduite de l'évêque de Liège, Mgr Kerkhofs, d'un membre du Gouvernement, M. Crokaert, ministre de la Défense nationale et de deux écrivains ouvriers de la défense catholique sur le terrain scolaire, MM. Joseph Hanquet, de Liège et Charles du Bus de Warnaffe, conseiller communal à Bruxelles.

De cette manifestation-type, on peut dégager les grandes directions de la pensée catholique actuelle, au sujet de la liberté d'enseignement. Et d'abord, le titre de la réunion de Liège: « Pour la paix scolaire » est déjà significatif. Les catholiques ne veulent pas la guerre; ils veulent la paix; ils ne veulent pas à l'assaut de l'enseignement officiel; ils prétendent ne pas être menacés dans l'exercice de leur liberté; ils laissent les écoles neutres et laïques à ceux qui les veulent; ils interviennent à ces derniers de leur imposer l'école laïque. Paix scolaire pour tous les Belges. Paix dans la tolérance, dans la justice, dans le respect réciproque de tous les droits.

Le second principe mis en lumière à la réunion de Liège, c'est que les catholiques veulent l'école religieuse, l'école avec Dieu. Il faut que les non catholiques sachent bien qu'ils ne feront jamais fléchir la volonté des catholiques de ne pas accepter d'écoles sans Dieu. Il s'agit là de la liberté de conscience la plus intangible.

Le troisième principe, c'est qu'en réalité, l'immense majorité de la population admet cette manière de voir, pour l'enseignement gardien, primaire, moyen, supérieur et professionnel et que ce serait attenter, non seulement à la Constitution, mais à la conscience de la masse des citoyens, que s'empêcher de vivre l'enseignement catholique. Ces trois grands principes ont été lumineux et développés par MM. Hanquet, du Bus de Warnaffe et Crokaert. La conclusion précise, claire et forte a été émise par Mgr Kerkhofs, évêque de Liège: « Nous ne voulons pas la lutte scolaire, mais nous sommes décidés à sauvegarder nos droits. »

Les candidats probables à l'élection présidentielle de novembre prochain aux États-Unis

Le Manchester Guardian publie une revue des personnalités qui pourrout entrer dans la lutte pour l'élection présidentielle du mois de novembre prochain. Pour le parti républicain, il n'y a pas de doute: M. Hoover avant le droit de se représenter aux suffrages du pays, il sera certainement choisi comme candidat par son parti.

Pour les démocrates, les chances de M. Franklin D. Roosevelt, gouverneur de l'Etat de New-York, paraissent excellentes jusqu'à ces temps derniers; mais M. Alfred E. Smith, ancien gouverneur du même Etat, se présente contre lui et la convention démocrate, chargée de choisir en juin le candidat du parti, va se trouver de ce chef assez embarrassée, car il existe une vive inimitié personnelle entre ces deux hommes politiques. L'usage dans ce parti veut que le candidat choisi l'emporte par plus de deux tiers des voix dans la convention.

Si MM. Roosevelt et Smith se font actuellement échec, comme cela paraît possible, ce sera M. Newton D. Baker, ancien secrétaire d'Etat à la guerre dans le cabinet Woodrow Wilson, qui aurait des chances de se voir désigné comme candidat démocrate officiel. Il est partisan de l'entrée des Etats-Unis dans la Société des Nations.

On parle aussi de MM. Owen D. Young, John Garner, W. Murray, Albert Ritchie et Melvin Traylor. L'article du Manchester Guardian se termine par l'observation suivante qui intéresse principalement les Etats européens: « Ce serait une erreur, pour les Européens de fonder leurs espérances sur la possibilité d'un succès des démocrates et d'un changement profond dans la politique des Etats-Unis à l'égard de problèmes tels que les dettes de guerre et la participation américaine à des organisations internationales, telles que la Société des Nations. Sans doute les démocrates modérèrent dans une certaine mesure les tarifs douaniers, mais leur politique générale, une fois arrivée au pouvoir, ne serait guère moins « isolationniste » que celle des républicains, et ne serait pas sensiblement plus progressiste. Les démocrates, comme les républicains, réfléchiront l'état d'esprit dominant dans le pays, et, comme les récents débats du Congrès l'ont montré, cet état d'esprit reste en faveur de l'isolement. La masse des électeurs américains ne comprend pas encore le rapport qu'il y a entre la prospérité des Etats-Unis et un relèvement du commerce mondial. »

Par 3.862 mandats contre 154, le parti socialiste a voté la participation "conditionnée" au pouvoir

Mais son programme est inacceptable pour les radicaux



QUÉLQUES MEMBRES DE LA FÉDÉRATION DU NORD AU CONGRÈS SOCIALISTE. On reconnaît, au premier plan, MM. Dumoulin et J.-B. Lebas. Debout, derrière le député-maire de Roubaix, M. LAURENT, conseiller général du Nord, et M. ESCOFFIER, maire de Douai. (Photo H. Marnet.)

La Commission des résolutions, nommée par le Congrès du parti socialiste pour élaborer un texte de motion susceptible de faire l'unanimité du congrès sur le problème de la participation, s'est réunie lundi, à partir de 20 heures au siège du parti.

Après un échange de vues d'ordre général, M. Renaudel a proposé que le programme qui serait élaboré par la Commission serait considéré comme une base de discussion avec les radicaux et non comme un tout définitif, sur lequel le Congrès devrait attendre la réponse du parti radical.

Le texte de M. Léon Blum, dont on l'a plus loin les termes, a été adopté par 24 voix contre 14.

M. Renaudel a alors déclaré qu'il reprendrait demain sa proposition devant le Congrès. La Commission a ensuite chargé six de ses membres, MM. Léon Blum, Vincent Auriol, Zyromski, Ernest Lafont, Lebas et Renaudel, de rédiger en principe sur les bases de la motion de la Haute-Garonne le programme qui serait inséré dans le texte de la motion Blum.

LES CONDITIONS SOCIALISTES. Voici le texte de la motion adoptée à la fin de la nuit par la Commission des résolutions sur le programme de la participation gouvernementale.

Le parti estime que la gravité de la situation économique et sociale ne lui permet pas d'opposer une fin de non-recevoir aux offres de collaboration gouvernementale dont il pourrait être saisi par le parti radical. La collaboration gouvernementale entre des partis différents suppose un programme qui leur soit commun. Le parti socialiste définit ce programme qui lui juge être commandé par les nécessités immédiates de l'action.

LE TEXTE DE LA COMMISSION EST ADOPTÉ

On passe au vote. Il y a deux motions en présence: celle de la Commission et celle de la fraction Ailhaume. Pendant le vote un délégué de la Mosaïque déclare que pour marquer la volonté de sa Fédération de voter en faveur de la participation, elle va appliquer les lois de facilité dans les provinces recourées, cette-ci s'abstient, en raison de ce que le programme élaboré ne contient aucune précision sur la laïcité.

Pour la motion de la Commission, 3.862 mandats. Pour la motion Ailhaume, 154. Il y a 9 abstentions et 29 absents. La séance est levée à 12 h. 45.

LES ELECTIONS SÉNATORIALES

La huitième séance du Congrès socialiste S.F.I.O. s'ouvre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. Lebas (Nord).

On aborde la discussion des rapports statutaires. Le Congrès a adopté sans débat la proposition de la Commission administrative en ce qui concerne la préparation des élections sénatoriales de 1932.

M. Léon Blum, Renaudel, Vincent-Auriol et Lebas sont désignés et se rendent rue de Valois. La séance est ensuite levée.

La réponse des radicaux aux socialistes

Mais si l'on confronte les conditions socialistes et le discours-critique de M. Herriot, on peut conclure que cette porte sera bientôt fermée

Paris, 31 mai. — Le groupe républicain radical et radical-socialiste, s'est réuni ce matin sous la présidence de M. Edouard Herriot.

Une lettre de M. Paul Faure à M. Herriot

Paris, 31 mai. — M. Paul Faure, secrétaire-général du Parti socialiste (S.F.I.O.) vient d'adresser la lettre suivante à M. Edouard Herriot, président du Parti radical et radical-socialiste: « J'ai l'honneur de vous transmettre la ré-